Éditorial

Agnès Fine et Christiane Klapisch-Zuber

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/clio/13542>

DOI : ERREUR PDO dans /localdata/www-bin/Core/Core/Db/Db.class.php L.34 : SQLSTATE[HY000]

[2006] MySQL server has gone away

ISSN : 1777-5299

Éditeur

Belin

Édition imprimée

Date de publication : 1 mai 2017

Pagination : 7-32

ISBN : 9782410003741

ISSN : 1252-7017

Référence électronique

Agnès Fine et Christiane Klapisch-Zuber, « Éditorial », *Clio. Femmes, Genre, Histoire* [En ligne], 45 | 2017, mis en ligne le 01 août 2017, consulté le 07 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/clio/13542> ; DOI : [https://doi.org/ERREUR PDO dans /localdata/www-bin/Core/Core/Db/Db.class.php L.34 : SQLSTATE\[HY000\] \[2006\] MySQL server has gone away](https://doi.org/ERREUR PDO dans /localdata/www-bin/Core/Core/Db/Db.class.php L.34 : SQLSTATE[HY000] [2006] MySQL server has gone away)

Éditorial

Agnès FINE & Christiane KLAPISCH-ZUBER

Le système onomastique à deux éléments, prénom et nom, s'est imposé un peu partout dans le monde, du fait de la colonisation et de l'occidentalisation. Or, simultanément, on assiste, dans la plupart des pays d'Europe, à une révolution de ce système de dénomination : les mères, à l'égal des pères, peuvent désormais transmettre leur propre nom de famille à leurs enfants. Ces changements législatifs (France 2002, Luxembourg 2006, Suisse 2013, Belgique 2014), sont le résultat du mouvement pour l'égalité des droits entre femmes et hommes¹. En effet, notre système onomastique inégalitaire a été contesté en France par les grandes figures du mouvement féministe tout au long du XIX^e siècle et jusqu'à nos jours. Florence Rochefort retrace ici l'histoire de cette lutte politique, elle en identifie les acteurs et actrices principales ainsi que leurs critiques et leurs revendications. Elle analyse les conditions dans lesquelles la loi française de 2002², dont les décrets d'application ont paru en 2005, a été votée dans une indifférence quasi générale – loi qui a supprimé le caractère automatique et obligatoire de la transmission patrilinéaire du nom de famille. Le moment paraît donc favorable à une mise au point sur l'histoire de la dénomination des femmes et à l'analyse des pratiques depuis l'adoption de la nouvelle loi.

Cette rupture, en effet, est le fruit d'une longue évolution et, pour la comprendre, il paraît nécessaire d'en retracer quelques-unes des

¹ L'Allemagne, l'Autriche, le Danemark et la Finlande disposaient déjà de cette possibilité. En Espagne et au Portugal, la transmission du double nom est ancienne mais en Espagne depuis 2010, il n'est plus obligatoire que le nom paternel soit le premier. Pour des précisions sur les lois des différents pays, voir Feschet 2004 et Descoutures 2015.

² Loi du 4 mars 2002 modifiée par la loi du 18 juin 2003.

étapes et des variantes. Comment les femmes ont-elles été identifiées en Europe ? Qui avait le pouvoir de nommer ? En fonction de quels critères ? Dans quelle mesure peut-on dire que leur nom propre et leur nom de famille étaient le signe de leur subordination ? Et où se situe aujourd'hui le changement ? Les femmes se sentent-elles concernées par le nom qu'elles portent et celui qu'elles donnent à leurs enfants ? Quels sont les rapports entre nom et sexuation ? Telles sont les diverses questions auxquelles des recherches historiques et ethnologiques et les contributions du numéro tentent de répondre.

Beaucoup de cas, peu de synthèses

L'entreprise n'est pas simple car le manque d'études synthétiques est patent. En effet si les historiens, ethnologues, linguistes, sociologues ont multiplié en France comme à l'étranger les analyses généralistes sur les différents aspects de l'anthroponymie, la moisson est maigre sur l'interférence du genre et de la nomination. L'objectif de ce numéro est donc de jeter les jalons d'une réflexion argumentée sur cette question.

Un écueil sur lequel peut buter la réflexion envisagée est la difficulté à dégager les lignes d'évolution et les conjonctures d'ensemble des faits anthroponymiques, comme le soulignaient en 2009 Ulrike Krampl et Gabriela Signori, les éditrices d'un numéro de la revue autrichienne féministe *L'Homme* consacré aux noms³. Dans un livre ambitieux paru en 1993, Michael Mitterauer avait lancé des pistes d'interprétation plus générales mais en se limitant largement à la période médiévale et sans montrer un intérêt particulier pour les noms féminins et la problématique du genre⁴. Il insistait en revanche sur les noms qui reprenaient ceux d'ancêtres, les posant en rivaux des saints chrétiens, et l'on peut, avec Christoph Rolker, généraliser ce trait – la *Nachbenennung*⁵ – comme un caractère distinguant l'Occident

³ Krampl & Signori 2009 : 7.

⁴ Mitterauer 1993.

⁵ Autrement dit la nomination d'après quelqu'un, la reprise de son nom par un nouveau porteur.

médiéval et moderne de nombreuses sociétés hors d'Europe⁶. La discussion par ce dernier auteur des interprétations des mouvements de fond qui ont fait évoluer les systèmes anthroponymiques depuis l'Antiquité tardive nous paraît être l'exposé récent le plus approfondi des enjeux historiographiques de la nomination⁷.

C'est encore au Moyen Âge et à la lente émergence du système de la double dénomination – prénom et surnom – que l'équipe pilotée par Monique Bourin, Patrice Beck et Pascal Chareille a consacré ses enquêtes. Les nombreux volumes parus depuis la fin des années 1980 présentent des études de cas régionaux, mais aussi des problématiques transversales, telles que la dénomination médiévale des migrants, des clercs ou celle, enfin, des femmes⁸. Monique Bourin et Pascal Chareille ont regroupé dans un volume récent plusieurs de leurs interventions et conclusions qui, pour celles portant sur l'anthroponymie féminine, font l'objet de leur dernier chapitre⁹.

Grâce à ce type de recherches, on dispose pour le Moyen Âge français de corpus onomastiques et de très nombreuses études locales confrontant parfois la dénomination des hommes et des femmes¹⁰. Pour le monde grec antique, l'équipe du laboratoire ANHIMA dirigée par Violaine Sebillotte Cuchet travaille depuis 2012 à l'établissement d'un répertoire des femmes nommées dans toutes les sources disponibles en intégrant systématiquement à cette base de données qui sera mise en ligne les circonstances des mentions, la position et la fonction des femmes et les indices permettant d'interpréter la manière dont ces femmes nommées étaient perçues dans l'espace public¹¹.

⁶ Rolker 2014 ; cf. dans ce numéro, rubrique « Clio a lu », le compte rendu de son livre.

⁷ On trouvera aussi des éléments de réflexion sur les noms de famille en Italie (mais pas sur le genre) dans Addobbati, Bizzocchi & Salinero 2012.

⁸ Bourin & Chareille 1992.

⁹ Bourin & Chareille 2014 : 223-260.

¹⁰ Sur le nom des femmes (femmes savantes et femmes esclaves) dans le monde médiéval musulman, voir la communication de Mounira Chapoutot-Remadi au colloque international *Genre et Frontières*, Paris, juin 2016, à paraître.

¹¹ Voir le site <http://eurykleia.hypotheses.org/>

Marie Augier – on y reviendra – montre dans ce numéro l’usage qu’elle a fait de cet outil pour analyser le statut d’une prêtresse¹².

Si l’absence d’études synthétiques récentes sur le genre et les désignations féminines est plus notable en histoire moderne et contemporaine, on dispose toutefois de nombreuses études partielles, parfois lancées à l’initiative d’historiens démographes, comme celle que Jacques Dupâquier promut lors d’un colloque en 1980, mais il faut là aussi glaner les informations sur la pré-nomination féminine au fil des contributions¹³.

Quant aux sociologues et anthropologues de nos sociétés contemporaines, deux thèmes principaux les ont retenus : le nom marital en France et en Europe, d’une part, thème qui est repris ici sous un autre angle par Caroline Vasseur Bovar, et, d’autre part, la transmission du nom de famille de la mère, en particulier au Québec, le premier pays au monde à lancer, en 1981, une réforme législative d’envergure, en supprimant l’automaticité de la transmission en ligne paternelle du nom de famille¹⁴. La loi française étant plus récente, seules quelques enquêtes statistiques ont porté sur les pratiques des jeunes parents en France. Avec l’article de Wilfried Rault, *Clio* présente une première étude sociologique sur les raisons qui ont conduit les parents à transmettre un double nom à leurs enfants.

Du côté de l’ethnologie, si la nomination est une des thématiques les plus explorées, il n’existe apparemment aucune synthèse sur le nom du point de vue du genre, aussi avons-nous demandé à Bernard Vernier de se livrer à cet exercice. Après des mois passés à dépouiller la littérature ethnologique disponible, il nous livre ici le premier état des travaux sur la question.

Enfin, dans le domaine du droit, il faut signaler les deux contributions de Frédérique Le Doujet-Thomas qui fait une analyse critique genrée de la loi française sur le nom de famille et sur le prénom¹⁵.

¹² Voir sur ce projet la contribution de Marie Augier ci-après et le compte-rendu du numéro de *Pallas* 99, par Isabelle Pernin (*Clio* a lu).

¹³ Dupâquier, Bideau & Ducreux 1984. Voir aussi l’étude classique de Perouas *et al.* 1984.

¹⁴ Duchesne 2002 ; Charton & Lemieux 2015 ; Charton *et al.* 2015 ; Ouellette 2013.

¹⁵ Le Doujet-Thomas 2014a et 2014b.

De quoi parle-t-on ?

Il faut tout d'abord éclaircir les questions de terminologie car le lecteur doit pouvoir comprendre ce que l'on entend par « nom », « patronyme », « surnom », « prénom », « nom propre », etc. Pour le faire, il faut « éloigner notre regard », d'abord dans l'espace, puis dans le temps.

Dans les systèmes de dénomination vernaculaire, il est assez fréquent que les individus soient désignés par un nom, le plus souvent suivi de celui de leur ascendant. Il s'agit donc d'un nom propre et d'un nom patronymique. Cependant, pour clarifier ce que signifie, par rapport au terme simple de patronyme, l'expression « patronyme fixe » ou « patronyme héréditaire », termes qui sont souvent employés dans le sens de notre nom de famille, voyons un exemple contemporain. À Mayotte, île de l'archipel des Comores dont les habitants ont la pleine citoyenneté française, le système traditionnel d'appellation comprend deux éléments qui relient père et fils. Il y a bien transmission des noms patronymiques en ligne paternelle mais seulement d'une génération à la suivante¹⁶. Ainsi, le fils de Madi Saadi s'appellera Hasani Madi, le fils de celui-ci, Bakari Hasani, et le fils de ce dernier, Muhidimi Bakari. Une lignée n'est pas identifiée par un nom héréditaire, comme dans le système français, ce qui pose bien entendu des problèmes pour établir des pièces d'identité telles qu'elles ont cours en France. Après la transformation de Mayotte en « collectivité territoriale de la République française », en 1975, un arrêté préfectoral de septembre 1996 a institué une commission spéciale relative « aux noms patronymiques » qui a fait des propositions sur la manière de choisir un nom de famille fixe à transmettre de génération en génération. L'administration française s'y emploie aujourd'hui¹⁷. On voit ici comment s'impose dans une région lointaine notre système anthroponymique. Au reste, l'exemple de Mayotte ne surprendra guère les historiens médiévistes ou modernistes puisque dans plus d'un coin d'Europe c'est par la transmission d'un surnom patronymique au-delà de la seconde génération qu'est apparu le « nom de famille ».

¹⁶ M'Trengoueni, Soilihi & Gueunier 1999.

¹⁷ Voir Paricard 2008.

Le terme « patronyme » est couramment utilisé aujourd'hui en lieu et place de « nom de famille » par les juristes comme par la plupart des chercheurs en sciences sociales ; il contribue ainsi, à une certaine confusion. Trois dictionnaires anciens de la langue française révèlent qu'il n'est pas mentionné aux XVII^e et XVIII^e siècles. En revanche, ils établissent bien l'équivalence entre nom et surnom¹⁸. Il faut attendre le Littré (édition de 1873) pour trouver la mention de « nom patronymique »¹⁹.

Les historiens ont établi la manière dont le « nom » global, entendu comme l'ensemble de la désignation d'une personne et tel que nous le connaissons, c'est-à-dire composé d'un prénom individuel et d'un nom de famille, s'est progressivement formé en Europe entre le X^e et le XV^e siècle²⁰. Plutôt que d'une « révolution anthroponymique », il s'agit donc d'une lente évolution par laquelle le nom unique, le « nom propre » ou « de baptême », terme jusqu'alors employé, devient ce que nous appelons prénom. Pendant longtemps, ce fut l'élément essentiel pour désigner l'identité d'une personne. L'émergence des surnoms, qui vont devenir « noms de famille » héréditaires, a été mise en relation avec le système seigneurial, première forme d'administration des populations qui obligea à identifier les personnes hors d'une situation d'interconnaissance, et surtout avec le renforcement des États modernes²¹. Les groupes marginaux par rapport au centre étatique n'ont pas besoin d'autre système de dénomination que les systèmes vernaculaires, caractérisés par la variabilité, car le nom d'un individu peut changer d'un contexte à l'autre, et dans le même contexte, en

¹⁸ Il n'apparaît pas plus dans Furetière 1690 que dans le *Dictionnaire de l'Académie française* (1694), ou dans le *Dictionnaire de Trévoux* (1771). Ainsi lit-on dans le premier à l'entrée « Nom » : « Nom se dit aussi d'un second nom qu'on trouve dans sa famille et qui se perpétue de père en fils. On l'appelle aussi surnom. Dans les titres au-dessus de l'an mil, on ne trouve point les personnes désignées que d'un seul nom propre et quelque fois de celui de leur père ». À l'entrée « Surnom » dans le second, on lit : « Surnom, le nom de la maison, de la famille dont on est qui se met après le nom de baptême, le nom propre ».

¹⁹ Littré 1873 : « Nom patronymique » : « Chez les nations modernes, nom de famille par opposition aux noms de terre ou de fief ou aux surnoms ».

²⁰ Voir sur ce point, Lefebvre-Teillard 1990 et Beck, Bourin & Chareille 2002.

²¹ Voir Bourin & Chareille 1992 et 2014.

fonction du cycle de vie : Martha Keil apporte ici des éléments convaincants sur les usages féminins des différents types de noms dans la communauté ashkénaze de Vienne²². Chaque nom est spécifique d'une phase de la vie, d'un statut social et d'un interlocuteur particulier, au point que si l'on demande à quelqu'un « comment vous appelez-vous ? Il pourrait répondre : ça dépend »²³.

L'histoire de la mise en place du système des deux noms s'est poursuivie à des rythmes différents en Occident. Elle fut plus précoce en Angleterre, en Italie, en Allemagne et en France, plus tardive dans les pays du nord de l'Europe où le *nomen paternum*, le surnom patronymique, a longtemps prévalu avant d'être admis aux XIX^e-XX^e siècles comme nom héréditaire. De ce très rapide panorama, nous pouvons dégager quelques questions qui mettent plus précisément en cause les spécificités féminines et les stratégies genrées de la nomination.

Les noms des femmes, signes de leur subordination ?

Pendant des siècles, pour gérer et contrôler une population, les administrations – seigneuriale, municipale, provinciale, puis étatique – identifiaient les familles par leur chef qui, dans la majorité des situations, était un homme. Il suffisait de repérer, quand cela était nécessaire, par leur rapport avec le chef les individus dépendants (épouse et enfants) qui composaient ces familles. La transmission patrilinéaire du surnom a permis d'exprimer ce rapport, à la condition que les femmes mariées fassent suivre le nom de leur père par celui de leur mari, par exemple Marguerite Bigon, femme Martinou. À partir du XIII^e siècle, les femmes sont très fréquemment désignées par un nom propre et un surnom qui peut être une forme féminisée du surnom du mari ou du père, ou bien par leur nom propre suivi d'une indication de parenté et éventuellement du surnom du parent. Il s'agit essentiellement de « situer la femme dans le cadre familial »²⁴. Leur appellation désigne les femmes comme étant entre deux familles, appartenant à l'une ou à l'autre selon le contexte, le moment de leur

²² Voir aussi là-dessus Rolker 2014 : chap. 9.

²³ Scott, Tehranian & Mathias 2002 : 7 ; voir aussi sur ce point Zonabend 1977.

²⁴ Bourin & Chareille 1992 : 229 ; voir également Lett 2007 et Wirth-Jaillard 2012.

vie, ou les biens et les actes auxquels le document qui les mentionne se réfère. Qu'elles soient épouses ou filles, les femmes n'ont que peu de relations publiques autonomes qui pourraient justifier qu'elles soient identifiées en dehors de leurs liens familiaux. Des exemples qui confirment *a contrario* cette constatation sont ici présentés par Marie Augier et Martha Keil. Loin d'être passé sous silence, le nom propre des femmes pouvait au contraire être vu et loué. Selon Marie Augier, le nom de prêtresses grecques était parfois affiché et honoré par une inscription apposée dans l'espace public en raison de leur accomplissement sans faute d'une charge religieuse équivalant à une magistrature. Martha Keil, de son côté, donne ici de remarquables exemples de femmes d'affaires juives prospères, dont la parenté reprend le nom en guise de matronyme.

Quoi qu'il en soit, ce que Monique Bourin observe pour le Moyen Âge est encore vrai aujourd'hui à Jericoacoara, dans le Nord-Est brésilien²⁵ ou dans le milieu rural de la Basse Baixa au Portugal²⁶, où la coexistence de deux systèmes anthroponymiques, l'un moderne et l'autre vernaculaire, traverse les familles en suivant le clivage entre les sexes. Il est possible que les formes de dénomination dépendent de la classe sociale aux époques concernées comme le suggère l'étude de la noblesse sarde par Giannetta Murru-Corriga²⁷.

Michel Nassiet, comme plus récemment Élie Haddad, révèle une situation, certes particulière, où, en l'absence de descendance mâle, les femmes de la noblesse française, devenues héritières, ont vu leur nom de famille et leurs armoiries s'imposer à leur époux et leurs enfants²⁸. Sans doute s'agit-il de cas exceptionnels qui disparaissent totalement

²⁵ Les femmes y sont identifiées par leur prénom précédé de l'article défini et suivi du complément de nom qui les rattache à leur père, puis très graduellement à leur mari ou compagnon (lui-même identifié par un prénom et non par un nom) ; voir Clerc-Renaud 2005.

²⁶ Dos Santos 1999.

²⁷ Murru-Corriga 2000. Ces familles avaient adopté le système binomial (prénom et nom) depuis le XII^e siècle, mais ont continué de posséder plusieurs noms de famille, incluant des noms matrilineaires qui, jusqu'à l'introduction de méthodes d'enregistrement bureaucratique au XVIII^e siècle, leur ont permis de préserver le parallélisme de leur système de parenté.

²⁸ Nassiet 1994 et Haddad 2016.

dans la deuxième moitié du XVII^e siècle, mais des pratiques analogues, consistant à « relever le nom et les armes » d'une héritière, sont fréquentes dans le sud de la France à la fin du Moyen Âge, en Provence par exemple, *via* l'adoption ou le mariage²⁹.

Depuis quand présente-t-on les femmes sous leur nom de naissance suivi du nom de leur conjoint, ou sous leur nom d'épouse suivi de la mention de leur nom de naissance précédée de l'adjectif « née » ? L'observation ici illustrée par Michelle Zancarini-Fournel et Siân Reynolds des noms gravés sur les stèles dans plusieurs cimetières de la région lyonnaise et de celle d'Édimbourg en Écosse nous ramène aux usages contemporains. La grande variété de pratiques aux XIX^e et XX^e siècles révèle la malléabilité des noms de naissance et de mariage, qui traduit peut-être aussi des stratégies proprement féminines pour se réapproprier le premier de ces noms dans le veuvage. L'affichage du nom marital, y compris du prénom du mari, semble avoir été plus fréquent dans les milieux bourgeois que dans les milieux populaires et s'être enraciné encore davantage au cours du XIX^e siècle, siècle de domination du Code civil qui a consacré la subordination juridique des femmes mariées.

L'usage très majoritaire du nom marital dans la France contemporaine est le produit d'une histoire de très longue durée puisqu'elle se déroule depuis le Moyen Âge. Caroline Bovar poursuit ici les analyses de Marie-France Valetas, de Colette Méchin et de Marie-Françoise Jeauffreau, qui ont cherché à comprendre pourquoi, d'après une statistique de 1995, 91% des femmes mariées en France portent le nom de leur mari, alors qu'aucune loi ne les y contraint, 7% leur nom de naissance accolé à celui de leur mari et seulement 2% leur seul nom de naissance³⁰. C'est une situation paradoxale au regard de l'égalité juridique et de l'indépendance matérielle acquises par les femmes depuis plusieurs décennies. Les statistiques comme les analyses de cas révèlent non seulement le poids de la coutume mais l'importance qu'a longtemps constitué pour les femmes le fait de se marier et d'accéder ainsi à un autre statut, celui valorisé de femme mariée, que leur nouveau nom proclame. Aujourd'hui, vu l'importance du non-mariage

²⁹ Aubenas 1934 ; Maurel 1990.

³⁰ Valetas 1992, 2001 et 2002 ; Méchin 2000 ; Jeauffreau 2005.

et du divorce, le nom marital est élu essentiellement parce qu'il rattache la mère à ses enfants. Il crée une sorte d'unité familiale par le nom. Caroline Bovar a mené son enquête auprès de femmes mariées âgées ainsi qu'auprès de jeunes qui ont adopté les unes et les autres le nom marital et elle met en évidence ce qui les distingue. La nouveauté réside dans le fort degré de réflexivité des plus jeunes qui savent parfaitement, contrairement à leurs aînées, qu'elles ne sont pas obligées de porter le nom de leur mari. Aussi envisagent-elles cette éventualité en termes de choix, en jouant sur le sens qu'elles entendent lui donner. Ces analyses mettent en évidence la complexité du rapport que les individus entretiennent avec leur nom.

Les « prénoms » des femmes, signes de leur dévalorisation ?

Nous avons jusqu'ici examiné les noms de famille, mais c'est peut-être les noms propres qui disent le plus clairement la subordination des filles et des femmes dans de nombreuses sociétés. Bernard Vernier, comme pour le Moyen Âge C. Klapisch-Zuber ici ou encore Didier Lett³¹, donnent des exemples de noms dont le sens péjoratif est explicite, traduisant la place dépréciée qu'ont pu occuper les filles au sein de leurs familles. Appeler sa fille « Fina » lorsque trop de filles sont déjà nées, ou encore : « Calamità » ou « Orabasta » (« ça suffit maintenant »), n'est pas anodin : les filles sont moins bienvenues que les garçons. Dans l'Europe chrétienne ancienne, la moindre valeur accordée aux filles pouvait apparaître explicitement, non seulement dans le nombre plus réduit de leurs parrains mais aussi dans le nom qui leur était attribué, en dépit de la doctrine de l'égalité de statut des âmes des garçons et des filles, le baptême faisant des uns et des autres des enfants de Dieu.

Les nombreuses études du stock médiéval et moderne des prénoms montrent que la christianisation des noms de baptême des filles a été plus hésitante et plus tardive que celle de leurs frères³². Elle a laissé prospérer jusqu'à la Renaissance et au-delà, des noms descriptifs, littéraires, laudatifs – nous reparlerons plus loin des prénoms

³¹ Lett 2007.

³² Voir dans ce numéro Klapisch-Zuber et Lestremau.

« auguratifs » qui souhaitent à l'enfant une heureuse destinée. Le phénomène est de longue durée : si on l'a maintes fois vérifié sur les stocks de prénoms médiévaux, il se prolonge aujourd'hui.

La différence entre les sexes se lit d'abord dans l'importance relative des stocks des prénoms masculins et féminins. Dans un article synthétique paru en 1987 sur l'état des recherches historiques et sociologiques sur les prénoms, Michel Bozon a souligné le changement important que constitue l'augmentation du stock des prénoms féminins au XIX^e siècle, qui surpasse celui des prénoms masculins alors que c'était l'inverse aux âges classiques. Cette augmentation se fait par la multiplication des suffixes, qui, « à partir d'un vocable de base, permet de créer des prénoms différents. Ainsi Marie donne Maria, Marianne, Marielle, Maryse ». Le stock féminin augmente aussi grâce à la féminisation des prénoms masculins. Pour lui, ce changement indique que la « prénomination masculine est plus sérieuse et plus "dépouillée" et que la prénomination féminine garde une résonance plus affective et esthétisante avec des éléments de décoration et de fantaisie dans le prénom lui-même »³³. Plusieurs études de démographie historique postérieures illustrent ce changement, accéléré par la Révolution³⁴, et son constat se vérifie encore aujourd'hui.

Une étude récente sur la nomination des enfants d'immigrants français dans le comté de Kern, en Californie, et d'immigrés hispaniques à Los Angeles note plus d'innovation et de diversité dans les prénoms des filles que dans ceux des garçons. Le poids des règles de transmission d'ascendants à descendants reste plus fort pour les garçons³⁵, comme de prochains exemples vont nous le montrer.

Si la coutume qui contraint les femmes à changer de nom au mariage est parfois vécue comme une opportunité positive que leurs frères n'ont pas – ainsi peuvent-elles se défaire du nom de famille d'un père détesté au profit de celui d'un époux mieux aimé, alors que, dans la même situation, les hommes sont contraints de passer par la justice pour changer de nom –, on peut observer des réactions similaires quant aux prénoms reçus. Les adultes peuvent les utiliser ou les remplacer

³³ Bozon 1987 : 90-91.

³⁴ Daumas 2000 : 129.

³⁵ Sue & Telles 2007.

dans la vie quotidienne par des prénoms de leur choix. Il n'est pas sûr, au reste, qu'il y ait une spécificité féminine en la matière. Une étude de quelques prostituées québécoises met en lumière les rapports complexes qu'elles entretiennent avec leur prénom. Souvent elles se choisissent un nouveau prénom, qui leur paraît plus en accord avec leur pratique, une sorte de prénom appât, qui fonctionne aussi comme un écran, en établissant une distance avec leur prénom de naissance, celui qui incarne pour elles leur vraie personnalité³⁶.

Le pouvoir de nommer

Avant que l'État impose son contrôle sur l'identification des individus³⁷, les premiers détenteurs du pouvoir de nommer un enfant sont ses ascendants : ses parents, et les parents de ces derniers, chaque lignée engageant un rapport de force caractéristique des relations entre alliés. On a peu de témoignages directs de l'affrontement des parents médiévaux dans le choix du ou des prénoms du nouveau-né ; quelques allusions des livres de famille florentins laissent cependant entrevoir que la mère ne s'en laissait pas toujours conter et militait pour que l'enfant soit nommé comme elle le souhaitait³⁸. Arnaud Lestremieu montre ici que le pouvoir de nommer, dans les familles princières ou royales du haut Moyen Âge lui était parfois concédé.

Notons que les parents ne furent pas toujours ceux qui choisissaient le prénom de leur enfant. Dans nombre de sociétés européennes de l'époque moderne, en France par exemple, les enfants portaient très majoritairement le prénom de leur parrain ou marraine, ces derniers étant le plus souvent pris dans la parenté proche³⁹. Le nouveau-né était ainsi mis en relation par son prénom avec un parrain ou une marraine, choisis à partir de la Renaissance dans l'ascendance : grands-parents pour les aînés, oncles et tantes consanguins et alliés pour les suivants. À

³⁶ Dufour 2008.

³⁷ L'État détient le pouvoir direct de nommer les enfants trouvés par le truchement des autorités chargées de leur accueil, voir Bardet & Brunet 2007.

³⁸ Des exemples dans Klapisch-Zuber 1980 et dans sa contribution à ce numéro.

³⁹ Vincent Gourdon a nuancé ce tableau : dans les villes sous l'Ancien Régime, il était assez fréquent que les parents choisissent les parrains et marraines hors de leur parenté, voir son mémoire d'habilitation à diriger des recherches : Gourdon 2014.

partir de la première modernité, la transmission s'est donc faite à l'intérieur des familles, dans l'une et l'autre branche, ce qui a permis un strict partage de l'appropriation symbolique des enfants⁴⁰.

Bernard Vernier avait révélé dans l'île grecque de Karpathos une société où les lignées paternelle ou maternelle s'approprient les enfants par l'attribution d'un prénom issu du stock de l'une ou de l'autre. Il retrouve cette lutte symbolique entre le père et la mère et, plus largement, entre leurs lignées respectives, dans des sociétés extra européennes étudiées par d'autres ethnologues. Son travail permet de rappeler que le pouvoir de nommer ne va pas nécessairement de pair avec la filiation : dans certaines sociétés patrilineaires, ce peut être la branche maternelle qui nomme les enfants et vice versa. Il donne de nombreux exemples prouvant combien les relations entre alliés peuvent être conflictuelles et comment le nom, donné par les femmes, peut devenir une arme dans les conflits latents entre la femme et son époux.

Dans les populations françaises immigrées en Californie intérieure entre 1880 et 1920, ce sont les prénoms pris dans la branche paternelle qui sont le plus souvent donnés aux enfants, sauf dans les couples originaires du Pays basque, où l'on respecte un équilibre entre la branche paternelle et la branche maternelle⁴¹. C'est un même déséquilibre flagrant en faveur de la branche paternelle que constate Josiane Massard-Vincent dans la paroisse de Newton dans le Derbyshire anglais ; elle y a analysé la transmission des prénoms entre 1973 et 1998⁴². Dans l'une et l'autre région, la pré-nomination ne passe plus du tout par le parrainage et les parents sont très libres de choisir un prénom à leur convenance.

⁴⁰ De fait, le pouvoir de nommer attribué aux parrains et marraines était parfois absolu. Ce sont eux qui, dans le Pays de Sault avant la dernière guerre, « exigeaient » qu'un enfant porte tel ou tel prénom. Eux seuls pouvaient décider que leurs filleuls ne portent pas leur propre nom mais un qui leur plaisait davantage ; eux qui ont ainsi introduit les prénoms à la mode dans cette petite région pyrénéenne ; Fine 1987.

⁴¹ Arrizabalaga 2016.

⁴² Massard-Vincent 2011 : 541. Cent cinquante foyers avaient attribué à l'enfant baptisé un prénom porté par son parent de même sexe, avec 142 cas de reprise pour les garçons et 33 pour les filles.

Dès lors qu'une règle extérieure, législative ou coutumière, ne s'impose plus aux parents pour nommer leurs enfants, les tensions entre les sexes et les lignées sont susceptibles de se raviver. Elles sont manifestes dans les couples mixtes, appartenant à des groupes ethnoculturels différents, où « les pratiques de nomination reflèteraient le pouvoir différencié d'un des conjoints, du moins à ce qui a trait à la capacité de revendiquer les appartenances des enfants »⁴³.

Nous avons examiné le cas de sociétés européennes dans lesquelles les filiations du père et de la mère étaient reconnues à égalité par les autorités religieuses et politiques. Il en allait autrement chez les esclaves des colonies françaises. Sue Peabody analyse ici l'histoire de la nomination des différents membres d'une famille d'esclaves de la Réunion et de l'île Maurice aux XVIII^e et XIX^e siècles. Seules les mères sont reconnues par le droit colonial français et sont habilitées à transmettre leur nom de famille à leurs enfants au point que, dans cette société, après l'abolition de l'esclavage, la transmission d'un matronyme signale l'origine servile des familles, situation qui a perduré jusqu'à nos jours. Dans la société française des XIX^e et XX^e siècles, le port du seul matronyme a été également la marque infamante du statut illégitime des enfants⁴⁴.

Aujourd'hui, les luttes symboliques entre les lignées paternelle et maternelle concernent moins le choix des prénoms que celui du nom de famille. C'est le cas au Québec depuis la loi de 1980 et en France depuis celle de 2002. Wilfried Rault a mené une enquête approfondie, la première en France depuis le vote de la loi, auprès d'une cinquantaine de pères et de mères mariés qui ont choisi de transmettre leurs deux noms, le plus souvent à l'initiative des mères. La transmission du double nom concernait, en 2014, 10% des naissances, chiffre que l'on peut comparer aux 10% constatés également au Québec en 2010⁴⁵. W. Rault s'intéresse ici aux raisons avancées par ses interlocuteurs pour justifier leur choix ainsi qu'à leurs trajectoires.

⁴³ Le Gall & Meintel 2005 : 194.

⁴⁴ Ce qui n'était pas le cas jusqu'au milieu du XVIII^e siècle, les bâtards portant communément le nom de leur père, voir Steinberg 2016 : 134-135.

⁴⁵ Charton *et al.* 2015.

Il est intéressant de comparer les pratiques en France et au Québec, ce dernier pays offrant des possibilités que ne permet pas la loi française. Les parents peuvent transmettre le nom du père à certains enfants, celui de la mère à d'autres, ce qui permet d'afficher l'égalité des filiations maternelle et paternelle dans l'ensemble de la fratrie sans passer par le double nom pour chacun des enfants⁴⁶. Outre la différenciation de la distribution des noms des deux parents dans la fratrie, d'autres pratiques consistent à donner le nom de la mère comme dernier prénom, rendant ainsi présente d'une autre manière la lignée maternelle dans l'état civil d'un enfant portant le nom de son père. De la sorte, l'égalité entre les lignées passe à la fois par le choix du nom de famille et par celui des prénoms qui peuvent compenser les déséquilibres éventuels. Si en France le fait de mettre le nom de la mère en première position représente une transgression jugée impossible par la plupart des couples, au prétexte que seul le premier nom risque d'être conservé dans les transmissions ultérieures, dans leur grande majorité, les parents québécois ayant opté pour le double nom mettent au contraire le nom de la mère en première position.

Plus que l'égalité entre les sexes, c'est l'égalité entre les filiations que les parents recherchent dans les couples de même sexe. Ils se heurtent aux limites de la loi française qui ne reconnaît pas la filiation paternelle d'un enfant né par Gestation pour autrui (GPA) ni celle de la compagne d'une femme inséminée. Analysant les pratiques de dénomination de quelques familles de gays et de lesbiennes, Jérôme Courduriès met ici en lumière leur jeu sur le nom de famille et les prénoms, destiné à inscrire pleinement leurs enfants dans les deux lignées dont ils sont issus. Lorsqu'il est possible comme au Québec que les enfants portent le nom de chacune des mères, il est significatif que celles-ci adoptent le double nom et placent en premier le nom de celle qui n'a pas accouché. On peut donc être mère à part entière sans avoir porté un enfant. Ainsi, le double nom des enfants de lesbiennes n'a pas tout à fait la même signification que le double nom porté par ceux des couples gays chez qui il exprime moins une tension entre

⁴⁶ Lemieux 2005 : 177-178. En Grande-Bretagne, c'est aussi une possibilité facile à mettre en œuvre, les règles relatives au nom du droit anglo-saxon étant beaucoup plus libérales que celles du droit français.

leurs membres qu'une volonté politique commune de voir reconnaître pleinement la double filiation.

La sexuation par le prénom

Qu'induit le contenu implicite du prénom chez ceux qui le portent ? Le prénom connote les appartenances multiples d'un individu : du point de vue du genre, d'une part, il classe dans une catégorie sexuelle et exprime une appartenance, et, de l'autre, il injecte – ou révèle – chez son porteur les qualités supposées caractériser cette catégorie. Nous envisageons donc ici ces deux aspects, à travers les prénoms glissant d'un sexe à l'autre – pour la plupart des prénoms masculins féminisés – ou les prénoms dits mixtes, ou encore épïcènes – comme Claude, Camille ou Dominique portés indifféremment par des hommes et des femmes –, mais aussi en observant les flux des prénoms dits auguratifs et les réactions des porteurs au prénom qu'ils ont reçu.

La première thématique fut l'objet de réflexions anciennes de la part de l'Église, du moins de certains de ses penseurs, qui réprouvèrent dès la fin du Moyen Âge, et surtout avec la Contre-Réforme, l'attribution de noms de saints féminisés à des baptisées⁴⁷. De façon générale, un prénom doit désigner clairement un garçon ou une fille. Si, dans cette perspective, l'Église de la Contre-Réforme a assez mollement condamné les prénoms épïcènes, elle a surtout pourchassé les prénoms masculins féminisés. L'exemple florentin de l'usage massif de tels prénoms à la fin du Moyen Âge, celui dûment analysé et chiffré en France aux époques médiévale et moderne par l'équipe de Monique Bourin révèlent l'extension européenne de cette pratique⁴⁸. Dans son ouvrage *Das Spiel der Namen (Le jeu des noms)*, Christoph Rolker insiste toutefois sur la réticence à féminiser les noms de saints dans l'aire germanophone entre les XI^e et XVIII^e siècles. Il l'oppose à l'aire romane où des prénoms féminins, comme Anne, Marguerite ou, en deuxième position, Marie,

⁴⁷ Ainsi Antonin de Florence au XV^e siècle et au XVII^e siècle l'abbé Thiers dans son *Traité des superstitions* ; Thiers 1697. L'inverse est plus rarement évoqué, sans aucun doute parce que les fidèles admettaient plus volontiers le dévoiement du nom d'une sainte lorsque le sexe du nouveau porteur était considéré comme supérieur.

⁴⁸ Voir Klapisch-Zuber et Lestremay dans ce numéro ; Bourin & Chareille 1992.

pouvaient être attribués à des hommes dans la France des XVI^e-XVIII^e siècles et où les prénoms à désinence ambiguë ou incertaine – tels que le français Claude ou l’italien Andrea – sont encore fréquents⁴⁹.

Resterait à élucider ce qui motivait les résistances et les préférences régionales. Les clercs avaient leur idée sur la fonction mimétique du nom de baptême. À les en croire, lorsqu’il reprenait le nom d’un saint ou d’une sainte chrétienne, il pouvait conduire le fidèle, dûment chapitré sur ce point par ses directeurs de conscience, à imiter leurs vertus. Mais c’était sans compter avec les espérances de ces mêmes fidèles. Ils recherchaient pour leur part le patronage surtout de leur éponyme, dans un échange d’honneurs et de gratifications qui se préoccupait moins de *modèles* célestes à imiter que de *protection* à assurer à l’enfant, comme le suggère ici C. Klapisch-Zuber⁵⁰. Il conviendrait ainsi d’opposer à la fibre pédagogique de certains pays comme l’Allemagne la tradition méditerranéenne du clientélisme, c’est-à-dire la recherche d’un patron efficace. La question est ouverte. Or, cette protection pouvait aussi bénéficier aux filles. Quand, autour de 1500, les Florentins ajoutèrent systématiquement aux prénoms de leurs baptisés le nom du saint local Romolo, réputé protéger les nourrissons de l’épilepsie et des convulsions, ils ne répugnèrent aucunement à féminiser ce nom en Romola pour l’adjuger de façon tout aussi régulière aux petites filles baptisées. Reste que la virilisation des noms propres était peu fréquente : on ne compte à Florence, en 1527, qu’un Caterino contre 157 Caterina...

Un autre aspect de la sexuation des noms concerne plus directement leur valeur sémantique. Celle-ci est ajustée aux désirs des donneurs de nom. De ce point de vue, les prénoms auguratifs, si fréquents au Moyen Âge, préjugeaient des qualités morales ou physiques du nouveau-né, de ses aptitudes et de son destin, et souvent le recommandaient à la bienveillance des entités sacrées. Une forme plus ancienne de noms dont le champ sémantique a été maintes fois analysé est ici rappelée par Arnaud Lestremau. Il s’agit, durant le haut Moyen Âge, des noms d’origine germanique qui accrochaient l’un à l’autre, de façon différente à chaque génération et pour chaque membre

⁴⁹ Rolker 2014 : 92-93.

⁵⁰ Voir Klapisch-Zuber 1997.

d'une même fratrie, des éléments ou « thèmes » hérités des deux lignes de filiation de l'enfant. Les combinaisons ainsi obtenues pouvaient rattacher celui-ci de façon privilégiée à l'une ou l'autre de ses lignées. Mais les éléments du nom étaient aussi porteurs d'un sens intrinsèque, Sieg/fried par exemple renvoyant simultanément à la victoire et à la paix. A. Lestremiau observe toutefois que des termes ou des suffixes qui sembleraient inclure des valeurs évidemment genrées étaient reportés indifféremment sur des enfants d'un sexe ou l'autre. Ce qui, au-delà de l'exemple germanique, incite à s'interroger sur la conscience qu'avaient les donneurs de nom des significations de celui-ci.

Si les autorités civiles ne se sont guère intéressées au genre des prénoms, l'influence de l'Église catholique au XIX^e siècle s'est néanmoins fait sentir dans leur recommandation d'éviter des prénoms autres que ceux « en usage dans les différents calendriers et ceux des personnages connus de l'histoire ancienne⁵¹ », ce qui revenait à rejeter, par exemple, les formes féminisées de noms de saints. Le décret du 20 septembre 1792 qui institua l'état civil laïcisé ordonnait de présenter le nouveau-né à l'officier d'état civil qui pouvait ainsi en vérifier le sexe. Mais rien ici, ni dans la loi française actuelle, ne dit expressément que le prénom doit correspondre au sexe d'un individu. Gabrielle Houbre cite toutefois le cas, en 1885, d'un enfant de sexe mal déterminé d'abord nommé Henri, puis Camille (prénom épïcène) et qui fut à son décès enregistré sous le double nom de Camille Henri : on hésitait vraisemblablement toujours sur le sexe de l'enfant ce qui se traduisait par l'ambiguïté de son ou de ses prénoms jusque dans la mort⁵².

Sans obligation légale, la quasi-totalité des prénoms n'est encore aujourd'hui utilisée que pour un seul sexe, l'exception étant représentée par quelques prénoms épïcènes. Une étude américaine a montré que ce type de prénoms avait tendance à être instable dans la mesure où, s'il est donné à parité pendant un certain temps, dès qu'une proportion trop importante de filles le porte, il est abandonné dans la nomination des garçons et *vice versa*, tout se passant comme si le prénom devenait trop sexué pour pouvoir nommer les enfants du

⁵¹ Loi du 11 germinal an XI/1^{er} avril 1803 ; Lefebvre-Teillard 1990 : 128-129.

⁵² Houbre 2010 : 10.

sexe opposé devenus statistiquement minoritaires⁵³. En France, les prénoms épicènes ne concernent qu'1,5% des nouveau-nés en 2011⁵⁴, ce qui montre à quel point la distinction des sexes par le prénom est très généralement recherchée par les parents.

Cette adéquation du prénom et du genre est source de contestation⁵⁵ lorsque le prénom ne paraît pas correspondre à la « vérité » corporelle ou psychologique de son porteur. Baptiste Coulmont a mené une recherche sur les procédures de demande de changement de prénom qui ne touchaient à l'époque de son enquête, dans les années 2010, qu'environ 3 000 personnes dans l'ensemble de la France⁵⁶. Il constate que les demandes concernent à part égale les femmes et les hommes et que seules 8% des requêtes portent explicitement sur la non-concordance entre prénom et genre. L'inadéquation entre le nom et la personne concerne au plus haut point les transgenres. Jérôme Courduriès a étudié les demandes de changement de prénom qui accompagnent les procédures de rectification des sexes à l'état civil⁵⁷. Il a analysé la manière dont les intéressé-e-s expriment ce hiatus, lorsqu'il est devenu souffrance insupportable, et les modalités du processus par lequel ils et elles se renomment.

Les exemples cités ici par Bernard Vernier des femmes de la noblesse yéménite et des Inuit montrent que perdure aujourd'hui, chez nous et dans d'autres sociétés, le sentiment que l'inversion genrée du nom propre a des effets en retour sur la sexuaction de son porteur. Le nom inuit n'est pas sexué, mais l'enfant étant nommé d'après un ascendant sexué, des garçons peuvent faire revivre des homonymes féminins tout comme, à l'inverse, des filles leurs homonymes masculins. Il est fascinant de lire l'ethnographie de ces sociétés dans lesquelles la nomination d'un enfant a des effets si importants sur sa socialisation, sa vie quotidienne et son devenir. Ces socialisations inversées produisent des personnes complexes, pas toujours adaptées au destin qui leur est assigné car elles sont censées

⁵³ Lieberson, Dumais & Baumann 2000 ; Duchesne 2005.

⁵⁴ Coulmont 2014 : 62-63.

⁵⁵ Le Doujet-Thomas 2014b : 87-88.

⁵⁶ Coulmont 2016 : 73-78.

⁵⁷ Courduriès 2008.

réintégrer après leur puberté le genre défini par leur sexe biologique. Les noms masculins portés par les femmes de la noblesse yéménite étudiés par Gabriele Vom Bruck et cités par B. Vernier n'ont à l'évidence pas la même portée d'identification de genre⁵⁸. Adopté tardivement, le nom masculin ne modifie pas l'identité de genre de ces femmes mais il leur permet de se livrer aux activités publiques que leur classe sociale les autorise à exercer. Les effets du prénom sur le genre de la personne dépendent donc, on le voit, du temps pendant lequel il est porté (depuis l'enfance ou à l'âge adulte) et de l'espace social dans lequel il en est fait usage.

Les pseudonymes masculins inventés par les femmes de lettres dans la France du XIX^e siècle invitent à se demander s'ils n'ont pas joué une fonction un peu similaire à celle des noms masculins des femmes nobles yéménites : s'exprimer dans un monde social qui leur était en partie fermé. Ces femmes, en effet, choisissent un pseudonyme comme le port du vêtement masculin dans un souci évident de contestation. Plusieurs d'entre elles ont d'ailleurs explicité dans leurs écrits les raisons d'un tel choix, choix émancipateur, qu'un article de Claudine Giacchetti analyse avec finesse⁵⁹. Peut-on en rapprocher les noms de religion adoptés ou décernés par la communauté où entrent les jeunes nonnes⁶⁰ ? Quand ils placent la novice sous la protection d'un saint éponyme, ils ont au XVII^e siècle parfois suscité une irritation des théologiens analogue à celle des critiques des écrivaines au XIX^e siècle : on ne franchit pas impunément les barrières du genre en matière de nomination.

Ce pourrait être notre conclusion mais ce serait trop simplifier les choses. Les études ici rassemblées montrent combien est poreuse l'étanchéité entre noms de l'un et l'autre genre, combien variable aussi dans le temps et l'espace le rapport liant nomination et domination des femmes. Dans la longue durée, des permanences sont toutefois décelables : l'importance dans la quasi-totalité des sociétés de distinguer les sexes et celle des préférences genrées pour un type ou l'autre de prénoms sont particulièrement frappantes, les filles étant

⁵⁸ Vom Bruck 2001.

⁵⁹ Giacchetti 2013.

⁶⁰ Cf. dans ce volume la contribution de Klapisch-Zuber.

toujours volontiers associées à la nature (fleurs, fruits, pierres précieuses)⁶¹ et aux « diminutifs » ; celle, encore, de continuer à dénommer les femmes en référence à un homme de leur parenté (père ou mari). La difficulté des femmes à faire inscrire leur identité familiale de naissance en est une autre. Mais une conclusion s'impose : noms et prénoms sont le support de stratégies qui laissent parfois aux femmes une porte de sortie dans le grand « jeu des noms », pourtant soumis à des contraintes transmises par les pratiques... et les préjugés. Si ces stratégies sont plus évidentes pour les observateurs des conduites contemporaines, elles existaient bel et bien dans les sociétés plus anciennes, et c'est ce qui justifie les sauts du Moyen Âge à notre époque où nous nous sommes aventurées, en particulier à propos du nom de famille à donner à la descendance des femmes. Bien des aspects, les noms secrets par exemple, demanderaient plus de recherche. Ce numéro de *Clio* aura, nous l'espérons, aiguisé l'appétit des chercheurs.

Bibliographie

- ADDOBBATI Andrea, BIZZOCCHI Roberto & Guillaume SALINERO, 2012, *L'Italia dei cognomi? L'Antroponimia italiana nel quadro mediterraneo*, Pisa, University Press.
- ARRIZABALAGA Marie-Pierre, 2016, « Le choix des prénoms des français en Californie intérieure (1880-1940) : étude d'un processus d'acculturation dans une approche genrée », *Annales de démographie historique*, 1/131, p. 97-129.
- AUBENAS Roger, 1934, *L'Adoption en Provence au Moyen Âge (XIV^e-XVI^e siècle)*, Paris, Librairie du Recueil Sirey.
- BARDET Jean-Pierre & Guy BRUNET (dir.), 2007, *Noms et destins des Sans Famille*, Paris, Presses de l'Université Paris-Sorbonne.
- BECK Patrice, BOURIN Monique & Pascal CHAREILLE, 2002, « Nommer au Moyen Âge : du surnom au patronyme », in Guy BRUNET, Pierre DARLU & Gianna ZEI (dir.), *Le Patronyme. Histoire, anthropologie, société*, Paris, CNRS Éditions, p. 13-38.
- BELLAMY Vanessa, 2015, « Un nouveau-né sur dix porte le nom de ses deux parents », *Insee, Focus*, 33, septembre.

⁶¹ Le Doujet-Thomas 2014b : 94.

- BOURIN Monique & Pascal CHAREILLE (dir.), 1992, *Persistances du nom unique. Désignation et anthroponymie des femmes. Méthodes statistiques pour l'anthroponymie*, t. II/2 de *Genèse médiévale de l'anthroponymie moderne*, Tours, Publications de l'Université de Tours.
- , 2014, *Noms, prénoms, surnoms au Moyen Âge*, Paris, Picard.
- BOZON Michel, 1987, « Histoire et sociologie d'un bien symbolique, le prénom », *Population*, 42/1, p. 83-98.
- CHARTON Laurence & Denise LEMIEUX, 2015, « Quand les parents choisissent noms et prénoms : pratiques et rites de nominations au Québec du XXI^e siècle », *Recherches familiales*, 12, p. 113-124.
- CHARTON Laurence, DUCHESNE Louis, LEMIEUX Denise & Françoise-Romaine OUELLETTE, 2015, « Un retour des patronymes au Québec, 2005-2010. Au-delà des chiffres, des discours complexes entre égalité, identité et filiation », *Cahiers québécois de démographie*, 44/1, p. 5-34.
- CLERC-RENAUD Agnès, 2005, « Faire son nom ou tacher son doigt ?, La déclinaison des prénoms et le nom de l'état civil dans une localité du Nord Ceara (Brésil) », in Agnès FINE & Françoise-Romaine OUELLETTE (dir.), *Le Nom dans les sociétés occidentales contemporaines*, Toulouse, Presses universitaires du Mirail, p. 47-69.
- COULMONT Baptiste, 2014, *Sociologie des prénoms*, Paris, Presses universitaires de France.
- , 2016, *Changer de prénom : de l'identité à l'authenticité*, Lyon, Presses universitaires de Lyon.
- COURDURIÈS Jérôme, 2008, « Re-naître à l'autre sexe. Le changement de prénoms des transsexuels à l'état civil », in Agnès FINE (dir.), *États civils en questions. Papiers, identités, sentiment de soi*. Paris, Éditions du Comité des travaux historiques et scientifiques, p. 225-242.
- DAUMAS Philippe, 2000, « Les prénoms et l'image des filles. Recherches sur les prénoms des filles en Ile-de-France autour de la période révolutionnaire (1775-1825) », *Annales historiques de la Révolution française*, 4, p. 111-132.
- DESCOUTURES Virginie, 2015, « Le nom des femmes et sa transmission », *Mouvements*, 2/82, p. 43-48.
- Dictionnaire de l'Académie Française*, 1694, Paris, J.B. Coignard.
- Dictionnaire de Trévoux 1771, Dictionnaire universel français et latin, contenant la signification et la définition tant des mots de l'une et de l'autre langue que des termes propres à chaque état et de chaque profession...*, Paris, par la Compagnie des libraires associés.
- DOS SANTOS Armindo, 1999, « Le nom reçu et le nom donné du domaine portugais », *Ethnologie française*, 29/2, p. 205-212.

- DUCHESNE Louis, 2002, « Vers un système matrilineaire ? Le choix du nom de famille au Québec », in Guy BRUNET, Pierre DARLU & Gianna ZEI (dir.), *Le patronyme. Histoire, anthropologie, société*, Paris, Éditions du CNRS, p. 133-151.
- , 2005, « Les prénoms mixtes aux XIX^e et XX^e siècles au Canada et aux États-Unis », in Agnès FINE & Françoise-Romaine OUELLETTE (dir.), *Le Nom dans les sociétés occidentales*, Toulouse, Presses universitaires du Mirail, p. 143-161.
- DUFOUR Rose, 2008, « Noms privés, femmes publiques », in Agnès FINE (dir.), *États civils en questions. Papiers, identités, sentiment de soi*, Paris, Éditions du CTHS, p. 203-224.
- DUPÂQUIER Jacques, BIDEAU Alain & Marie-Elizabeth DUCREUX (dir.), 1984, *Le Prénom ; mode et histoire. Les entretiens de Malher 1980*, Paris, Éditions de l'EHESS.
- FESCHET Valérie, 2004, « La transmission du nom de famille en Europe occidentale (fin XIX^e-début XXI^e siècle) », *L'Homme*, 169, p. 61-88.
- FINE Agnès, 1987, « L'héritage du nom de baptême », *Annales E.S.C.*, 4, p. 853-877.
- FINE Agnès & Françoise-Romaine OUELLETTE, 2005, « La révolution du nom dans les sociétés occidentales contemporaines », in Agnès FINE & Françoise-Romaine OUELLETTE (dir.), *Le Nom dans les sociétés occidentales*, Toulouse, Presses universitaires du Mirail, p. 13-43.
- FURETIÈRE Antoine, 1690, *Dictionnaire universel, contenant généralement tous les mots français tant vieux que modernes...*, La Haye / Rotterdam, chez Arnout & Reinier Leers.
- GIACCHETTI Claudine, 2013, « Comment signer maintenant ? Le pseudonyme raconté par les femmes de lettres (1830-1870) », *Romance Quarterly*, 60/1, p. 40-51.
- GOURDON Vincent, 2014, « Métamorphoses de la famille en France (XVII^e-XX^e siècle). Hiérarchies, réseaux, ritualisation », mémoire inédit d'Habilitation à diriger des recherches, université Paris IV-Sorbonne.
- HADDAD Élie, 2016, « Noms de famille et noms de terre dans la noblesse française à l'époque moderne », *Annales de démographie historique*, 1/131, p. 13-36.
- HOUBRE Gabrielle, 2010, « Les incertitudes du sexe », *L'Histoire*, 354.
- JEAUFFREAU Marie-Françoise, 2005, « Le nom marital dans la société française contemporaine », in Agnès FINE & Françoise-Romaine OUELLETTE (dir.), *Le Nom dans les sociétés occidentales contemporaines*, Toulouse, Presses universitaires du Mirail, p. 213-236.
- KLAPISCH-ZUBER Christiane, 1980, « Le nom "refait" : la transmission des prénoms à Florence (XIV^e-XVI^e siècle) », *L'Homme*, 20/4, p. 77-104.
- , 1997, « San Romolo: un vescovo, un lupo, un nome alle origini dello stato moderno », *Archivio storico italiano*, CLV/571, p. 3-48.
- KRAMPL Ulrike & Gabriela SIGNORI (hrsg.), 2009, « Namen », *L'Homme. Europäische Zeitschrift für feministische Geschlechtswissenschaft*, 20/1.

- LE DOUJET-THOMAS Frédérique, 2014a, « Nom de famille et nom d'usage : le système onomastique a-t-il un genre ? », in Stéphanie HENNETTE-VAUCHEZ, Marc PICHARD & Diane ROMAN (dir.), *La Loi et le genre. Études critiques de droit français*, Paris, CNRS Éditions, p. 67-84.
- , 2014b, « Les normes relatives au prénom : une perméabilité aux stéréotypes de genre ? », in Stéphanie HENNETTE-VAUCHEZ, PICHARD Marc & Diane ROMAN (dir.), *La Loi et le genre. Études critiques de droit français*, Paris, CNRS Éditions, p. 85-102.
- LEFEBVRE-TEILLARD Anne, 1990, *Le Nom, droit et histoire*, Paris, Presses universitaires de France, coll. « Léviathan ».
- LE GALL Josiane & Deirdre MEINTEL, 2005, « Pratiques de nomination dans les unions mixtes à Montréal. L'affichage des multiples appartenances de l'enfant », in Agnès FINE et Françoise-Romaine OUELLETTE (dir.), *Le Nom dans les sociétés occidentales contemporaines*, Toulouse, Presses universitaires du Mirail, p. 191-212.
- LEMIEUX Denise, 2005, « Nommer le premier enfant. Pratiques et discours de parents québécois », in Agnès FINE et Françoise-Romaine OUELLETTE (dir.), *Le Nom dans les sociétés occidentales contemporaines*, Toulouse, Presses universitaires du Mirail, p. 163-189.
- LETT Didier, 2007, « Les noms des hommes, des filles et des épouses dans les Marches d'après le procès de canonisation de Nicolas de Tolentino (1325) », *Mélanges de l'École française de Rome, Moyen Âge*, 119/2, p. 401-413.
- LIEBERSON Stanley, DUMAIS Susan & Shyon BAUMANN, 2000, « The instability of androgynous names: the symbolic maintenance of gender boundaries », *The American Journal of Sociology*, 105/5, p. 1249-1287.
- LITTRÉ Émile, 1873-1877, *Dictionnaire de la langue française (avec le supplément)*, Paris, Hachette.
- MASSARD-VINCENT Josiane, 2011, « Le "prénom de famille" en Angleterre. Un exemple ethnographique », *Ethnologie française*, 3/41, p. 541-549.
- MAUREL Christian, 1990, « Un artifice contre l'extinction des familles ? La substitution de nom et d'armes à Marseille (fin XIV^e-fin XV^e siècle) », *Médiévales*, 19/2, « Liens de famille. Vivre et choisir sa parenté », p. 29-36.
- MÉCHIN Colette, 2000, « Le nom des femmes, simple ou double », in David LE BRETON (dir.), *Le Corps, son ombre et son double*, Paris, L'Harmattan, p. 169-182.
- MITTERAUER Michael, 1993, *Abnen und Heilige. Namengebung in der europäischen Geschichte*, München, Beck.
- M'TRENGOUENI Mohamed, SOILIHI Mouktar & Noël J. GUEUNIER, 1999, « Nom, prénom. Une étape vers l'uniformisation culturelle », *Revue des sciences sociales de la France de l'Est*, 26, p. 45-53.

- MURRU-CORRIGA Giannetta, 2000, «The patronymic and the matronymic in Sardinia: a long standing competition », *The History of the Family*, 5/2, p. 161-189.
- NASSIET Michel, 1994, « Nom et blason. Un discours de la filiation et de l'alliance dans la noblesse (XV^e-XVIII^e siècle) », *L'Homme*, XXXIV, 129, janvier-mars, p. 5-30.
- OUELLETTE Françoise-Romaine, 2013, « Choisir un nom de famille : un choix multiple et un véritable casse-tête ! », in Myriam JÉZÉQUEL & Françoise-Romaine OUELLETTE (dir.), *De Quoi vont hériter nos enfants ?*, Montréal, Fides, p. 225-234.
- PARICARD Sophie, 2008, « L'épreuve des traditions : la création d'un état civil à Mayotte », in Claire NEIRINCK (dir.), *L'État civil dans tous ses états*, Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence (LGDJ), p. 87-107.
- PEROUAS Louis, BARRIÈRE Bernadette, BOUTIER Jean & Jean-Claude PEYRONNET, 1984, *Léonard, Marie, Jean et les autres : les prénoms en Limousin depuis un millénaire*, Paris, Éditions du CNRS.
- ROLKER Christoph, 2014, *Das Spiel der Namen. Familie, Verwandtschaft und Geschlecht im spätmittelalterlichen Konstanz*, Ostfildern, Thorbecke.
- SCOTT James C., TEHRANIAN John & Jeremy MATHIAS, 2002, « The production of legal identities proper to states: the case of permanent family surname », *Comparative Studies in Society and History*, 44/1, p. 4-44.
- STEINBERG Sylvie, 2016, *Une Tache au front. La Bâtardise aux XVI^e et XVII^e siècles*, Paris, Albin Michel.
- SUE Cristina A. & Edward E. TELLES, 2007, « Assimilation and gender in naming », *American Journal of Sociology*, 112/5, p. 1383-1415.
- THÉRY Irène, 2002, « Le nom, entre préséance et préférence », *Esprit*, 2, p. 110-118.
- THIERS Jean-Baptiste, 1697 [1^{re} éd. 1679], *Traité des superstitions qui regardent les sacrements, selon l'Écriture sainte, les décrets des conciles et les sentiments des Saints Pères et des théologiens*, Paris, chez Antoine Dezaillier, 2 vol.
- VALETAS Marie-France, 1992, « Avenir du nom de la femme et transformation des structures familiales », *Population*, 1, p. 105-132.
- , 2001, « Le nom des femmes mariées dans l'Union européenne », *Population et Sociétés*, 367, p. 1-4.
- , 2002, « La subordination patronymique des femmes », *Travail, genre et sociétés*, 7, p. 180-184.
- VALETAS Marie-France & Arnaud BRINGE, 2009, « Prénoms des enfants d'immigrés en France. Une pratique différente selon le sexe ? », in Jacques VALLIN (dir.), *Du Genre et de l'Afrique. Hommage à Thérèse Locob*, Paris, Éd. de l'INED, p. 57-65.
- VOM BRUCK Gabriele, 2001, « Le nom comme signe corporel. L'exemple des femmes de la noblesse yéménite », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 2, p. 283-311.

WIRTH-JAILLARD Aude, 2012, « Dame Catherine, Allix la Barbière, and La femme Le Grant Jehan du Pasquier. Naming women in accounting records at the end of the Middle-Ages », in Oliviu FELECAN (ed.), *Name and Naming: synchronic and diachronic perspectives*, Newcastle upon Tyne, Cambridge Scholars Publishing, p. 87-97.

ZONABEND Françoise, « Pourquoi nommer ? L'identité de personnes dans un village français : Minot en Chatillonnais », in Claude LÉVI-STRAUSS (dir.), *L'Identité. Séminaire interdisciplinaire*, Paris, Grasset, p. 256-286.